



RAPPORT DE GESTION

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
ACTIVITÉS ABANDONNÉES	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2015	2
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS	4
INDICATEUR CLÉ DE RENDEMENT	7
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	8
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ	10
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	15
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	20
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	25

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du premier trimestre 2016 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Québecor inc. est une société de gestion détenant une participation de 81,07 % dans Québecor Média inc., l'un des plus importants conglomérats de médias du Canada. Québecor Média inc. exerce ses activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, Sports et divertissement. Québecor Média inc. déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou la « Société » désignent Québecor inc. et ses filiales et les références à « Québecor Média » désignent Québecor Média inc. et ses filiales.

Le 9 septembre 2015, Québecor Média a réalisé un rachat partiel de la participation détenue dans Québecor Média par CDP Capital d'Amérique Investissement inc. (« CDP Capital »), une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Toutes les actions ainsi rachetées ont été annulées. À la suite de cette transaction, la participation de la Société dans Québecor Média est passée de 75,36 % à 81,07 %.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015. Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'avis contraire.

Au cours du quatrième trimestre 2015, la Société a modifié sa structure organisationnelle et transféré ses activités de distribution et de production de musique du secteur Sports et divertissement au secteur Média. Par conséquent, les chiffres des périodes antérieures présentés dans l'information sectorielle de la Société ont été retraités pour refléter ces changements.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 27 septembre 2015, Québecor Média a conclu la vente des activités de ventes au détail de Groupe Archambault inc. (« Groupe Archambault ») à Groupe Renaud-Bray inc. Cette transaction comprend les 14 magasins Archambault, le portail *archambault.ca* et la librairie de langue anglaise Paragraphe, pour une contrepartie en espèces de 14,5 M\$, moins les espèces disposées de 1,1 M\$, ainsi qu'un solde de 3,0 M\$ encaissé au premier trimestre 2016. La transaction a reçu l'autorisation du Bureau de la concurrence le 4 septembre 2015. Les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie relatifs à ces activités ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées dans les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie.

Le 13 avril 2015, Québecor Média a conclu la vente de ses entreprises de journaux de langue anglaise au Canada, qui avait été annoncée le 6 octobre 2014, soit plus de 170 journaux et publications, le portail Canoe au Canada anglais ainsi que 8 imprimeries, dont celle d'Islington, en Ontario, pour une contrepartie en espèces totale de 305,5 M\$, moins les espèces disposées de 1,9 M\$. Ce montant représente le prix de vente de 316,0 M\$, diminué d'une somme de 10,5 M\$ qui correspond aux ajustements usuels ainsi qu'aux ajustements liés à des propriétés immobilières vendues par Corporation Sun Media avant la clôture de la transaction. Un montant de 1,3 M\$ a également été déboursé à titre d'ajustement aux éléments du fonds de roulement. La transaction a reçu l'autorisation du Bureau de la concurrence le 25 mars 2015. Les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie relatifs à ces activités ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées dans les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie.

Le 13 février 2015, Québecor Média a annoncé qu'elle cessait l'exploitation de la chaîne spécialisée d'information et d'opinion de langue anglaise SUN News. Les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie relatifs à ces activités ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées dans les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie.

Dans le présent rapport de gestion, seules les activités poursuivies de Québecor sont considérées dans l'analyse des résultats d'exploitation sectoriels.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2015

- Les revenus de Québecor ont totalisé 975,4 M\$ au premier trimestre 2016, en hausse de 46,4 M\$ (5,0 %) par rapport à la même période de 2015.

Télécommunications

- Au premier trimestre 2016, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 38,2 M\$ (5,2 %) de ses revenus et de 15,1 M\$ (4,4 %) de son bénéfice d'exploitation ajusté.
- Progression importante des revenus de Vidéotron Itée (« Vidéotron ») au premier trimestre 2016, principalement en téléphonie mobile (27,0 M\$ ou 30,2 %), en accès Internet (18,1 M\$ ou 8,1 %), pour les services affaires (9,0 M\$ ou 54,2 %) et pour le service de vidéo sur demande par abonnement Club illico (« Club illico ») (2,3 M\$ ou 42,6 %).

- Augmentation nette de 17 800 unités de service¹ (0,3 %) au premier trimestre 2016, dont 27 100 lignes en téléphonie mobile, 9 900 clients à l'accès Internet par câble et 7 700 clients à Club illico.
- Revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA ») de Vidéotron de 141,37 \$ au premier trimestre 2016, contre 131,96 \$ à la même période de 2015, soit une croissance de 9,41 \$ (7,1 %).
- Le 7 janvier 2016, Vidéotron a annoncé l'acquisition de Fibrenoire inc. (« Fibrenoire »), une firme spécialisée dans les services de connectivité par fibre optique pour les entreprises, pour une contrepartie en espèces de 125,0 M\$, dont un montant net de 119,1 M\$ a été payé au moment de la conclusion de la transaction (déduction faite des espèces obtenues de 1,8 M\$). Le solde de 4,1 M\$ est assujéti à certains ajustements relatifs aux éléments du fonds de roulement et à d'autres conditions. L'union des forces de Vidéotron Service Affaires et de Fibrenoire permettra de continuer à répondre aux besoins croissants de la clientèle d'affaires en matière de connectivité par fibre optique. Elle vient renforcer le leadership de Vidéotron dans les services de télécommunications aux entreprises.

Média

- Selon les données du sondage Vividata pour l'ensemble de l'année 2015, publiées le 14 avril 2016, *Le Journal de Montréal*, *Le Journal de Québec* et le journal gratuit *24 heures* demeurent des chefs de file en information au Québec avec plus de 4,0 millions de lecteurs par semaine, toutes plateformes confondues (papier, mobile et Web). La version imprimée du *Journal de Montréal* est toujours aussi populaire avec près de 2,5 millions de lecteurs hebdomadaires. Enfin, Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») consolide son positionnement parmi les chefs de file de l'industrie canadienne du magazine, avec 9,0 millions de lecteurs à chaque édition pour l'ensemble de ses magazines, toutes plateformes confondues.
- Le 12 avril 2016, Groupe TVA a lancé l'application Molto, un nouveau kiosque numérique permettant aux utilisateurs de consommer à volonté l'intégralité des contenus de tous ses magazines sur une tablette ou un téléphone intelligent.
- La quatrième saison de l'émission *La Voix* a enregistré d'excellentes cotes d'écoute. Le gala hebdomadaire a rejoint un auditoire moyen de 2,6 millions de téléspectateurs (source : Numeris, Québec franco, 17 janvier au 10 avril 2016, T2+) et la part de marché moyenne pour ce gala s'est élevée à 58 %. Le site *lavoix.ca* a connu une hausse importante de son achalandage, soit une augmentation de 54 % du nombre de visionnements des contenus, pour un total de 6,6 millions de visionnements. L'émission a enregistré 1,8 million de téléchargements sur illico télé numérique. Il s'agit d'un exemple probant de l'efficacité de la stratégie de convergence de Québecor Média conçue pour saisir et maximiser les occasions de synergies dans son portefeuille de propriétés médias.
- Au cours du premier trimestre 2016, Québecor Média a lancé, en partenariat avec l'agence de marketing numérique Dialekta, un service de publicité contextuelle automatisée en temps réel sur l'ensemble de son réseau numérique. Le secteur Média devient le premier groupe de médias francophones à proposer ce service à ses annonceurs, qui offre un potentiel de ciblage de clientèle inégalé à ce jour.

Sports et divertissement

- Le 7 avril 2016, Gestion d'événements Gestev inc. (« Gestev ») a annoncé la création de Gestev Spectacles, qui s'appuie sur l'expérience de 25 années de Gestev en organisation d'événements et mise sur la crédibilité de sa marque pour s'établir comme un joueur de premier plan dans le monde du spectacle et du divertissement. Gestev devient ainsi la signature officielle de l'ensemble des événements et des spectacles qui seront produits par Québecor.

¹ La somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et de Club illico, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie par câble et en téléphonie mobile.

MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Les mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice d'exploitation ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice d'exploitation ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice d'exploitation ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, le gain sur refinancement de dettes, les impôts sur le bénéfice et la perte liée aux activités abandonnées. Le bénéfice d'exploitation ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du bénéfice d'exploitation ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le bénéfice d'exploitation ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média, sont également utilisées par la Société. La définition du bénéfice d'exploitation ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice d'exploitation ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 1**Rapprochement du bénéfice d'exploitation ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e) :		
Télécommunications	358,7 \$	343,6 \$
Média	(2,7)	(6,1)
Sports et divertissement	(0,8)	0,1
Siège social	(0,5)	1,6
	354,7	339,2
Amortissement	(161,7)	(181,5)
Frais financiers	(80,8)	(87,8)
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	6,6	(5,1)
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(7,9)	(4,4)
Gain sur refinancement de dettes	-	1,7
Impôts sur le bénéfice	(27,7)	(21,9)
Perte liée aux activités abandonnées	-	(4,3)
Bénéfice net	83,2 \$	35,9 \$

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, le gain sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements, et avant la perte liée aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluer le bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 2**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	67,7 \$	41,4 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	6,6	(5,1)
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(7,9)	(4,4)
Gain sur refinancement de dettes	-	1,7
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	2,1	(2,9)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	1,4	0,8
Activités abandonnées	-	(2,1)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	69,9 \$	29,4 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, la distribution de capital versé par Québecor Média, le remboursement de la dette à long terme et le rachat de participations ne donnant pas le contrôle. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. Les tableaux 7 et 8 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de la filiale selon les IFRS, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Québecor Média. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles dans Québecor Média pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, la distribution de capital versé, le remboursement de la dette à long terme et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 8 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

INDICATEUR CLÉ DE RENDEMENT

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement qui est fréquemment utilisé dans l'industrie, soit le RMPA. Cet indicateur sert à mesurer les revenus mensuels générés par la télévision par câble, l'accès Internet, la téléphonie par câble et mobile et le Club illico, par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet, de téléphonie par câble et mobile, et de Club illico, par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période visée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUÉBECOR

Comparaison des premiers trimestres 2016 et 2015

Revenus de 975,4 M\$, en hausse de 46,4 M\$ (5,0 %).

- Augmentation dans tous les secteurs, soit Télécommunications (38,2 M\$ ou 5,2 % des revenus du secteur), Média (6,0 M\$ ou 2,8 %) et Sports et divertissement (5,5 M\$ ou 114,6 %).

Bénéfice d'exploitation ajusté de 354,7 M\$, en hausse de 15,5 M\$ (4,6 %).

- Hausse dans le secteur Télécommunications (15,1 M\$ ou 4,4 % du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur) et écart favorable dans le secteur Média (3,4 M\$ ou 55,7 %).
- Écart défavorable dans le secteur Sports et divertissement (0,9 M\$) et au siège social (2,1 M\$), expliqué principalement dans ce dernier cas par l'écart défavorable de la charge de rémunération à base d'actions.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart défavorable de 1,2 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au premier trimestre 2016, par rapport à la même période de 2015. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor a entraîné un écart défavorable de 1,0 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au premier trimestre 2016.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 69,9 M\$ (0,57 \$ par action de base) au premier trimestre 2016, contre 29,4 M\$ (0,24 \$ par action de base) à la même période de 2015, soit une hausse de 40,5 M\$ (0,33 \$ par action de base).

- Cet écart favorable s'explique essentiellement par :
 - la diminution de 19,8 M\$ de la charge d'amortissement ;
 - une hausse de 15,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté ;
 - un écart favorable de 11,7 M\$ relativement aux gains et pertes sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont un gain de 15,4 M\$, sans incidence fiscale ;
 - la diminution de 7,0 M\$ des frais financiers ;
 - l'écart favorable de 4,3 M\$ au chapitre de la perte liée aux activités abandonnées.

Contrebalancés en partie par :

- l'écart défavorable de 6,8 M\$ des participations ne donnant pas le contrôle ;
- la hausse de 3,5 M\$ relativement à la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments ;
- l'écart défavorable de 1,7 M\$ relativement à un gain sur refinancement de dettes inscrit au premier trimestre 2015.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 67,7 M\$ (0,55 \$ par action de base) au premier trimestre 2016, contre 41,4 M\$ (0,34 \$ par action de base) à la même période de 2015, soit une hausse de 26,3 M\$ (0,21 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 161,7 M\$ au premier trimestre 2016, soit une baisse de 19,8 M\$ qui s'explique principalement par l'incidence de la cessation de l'amortissement des licences de spectre dans le secteur Télécommunications, conformément à un changement dans l'estimation de la durée d'utilité des licences effectué au deuxième trimestre 2015.

Frais financiers de 80,8 M\$, en baisse de 7,0 M\$, expliquée surtout par l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables aux dettes à long terme due aux refinancements effectués à des taux d'intérêt inférieurs, contrebalancé en partie par un niveau moyen d'endettement plus élevé.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 6,6 M\$ au premier trimestre 2016, contre une perte de 5,1 M\$ au premier trimestre 2015, soit un écart favorable de 11,7 M\$ qui s'explique principalement par la variation favorable de 15,4 M\$ (sans incidence fiscale) du gain (de la perte) sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles, contrebalancée en partie par la variation défavorable de la perte (du gain) sur la tranche inefficace des couvertures de la juste valeur.

Charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 7,9 M\$ au premier trimestre 2016, contre 4,4 M\$ à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 3,5 M\$. Ces charges aux premiers trimestres 2016 et 2015 étaient attribuables à différents programmes de réduction d'effectifs dans les secteurs de la Société.

Gain sur refinancement de dettes de 1,7 M\$ au premier trimestre 2015.

- Conformément à un avis émis le 11 mars 2015, Vidéotron a remboursé, le 10 avril 2015, la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 175,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 6,375 % et échéant le 15 décembre 2015, pour un prix de 100 % du montant nominal, et a réalisé l'actif lié aux contrats de couverture afférents. Un gain net de 1,7 M\$ a été comptabilisé dans l'état consolidé des résultats au cours du premier trimestre 2015 relativement à ce remboursement, y compris un gain de 1,8 M\$ enregistré auparavant dans les autres éléments du résultat global.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 27,7 M\$ au premier trimestre 2016 (taux d'imposition effectif de 26,9 %), contre 21,9 M\$ (taux d'imposition effectif de 31,4 %) à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 5,8 M\$. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

- L'écart défavorable de la charge d'impôts sur le bénéfice s'explique principalement par la hausse du bénéfice imposable pour fins fiscales. L'impact de cette hausse a été contrebalancé en partie par l'incidence de la baisse du taux d'imposition effectif.
- La baisse du taux d'imposition effectif s'explique par l'impact de la combinaison des taux d'imposition sur les différentes composantes du gain ou de la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers et du gain sur refinancement de dettes inscrit en 2015.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2016

Revenus de 772,5 M\$ au premier trimestre 2016, soit une progression de 38,2 M\$ (5,2 %).

- Revenus du service de téléphonie mobile de 116,4 M\$, soit une progression de 27,0 M\$ (30,2 %) due pour l'essentiel à la croissance du nombre de lignes et à la hausse du revenu net par ligne.
- Revenus des services d'accès Internet de 241,7 M\$, en hausse de 18,1 M\$ (8,1 %). Cet écart favorable s'explique surtout par la hausse de certains tarifs, l'augmentation des revenus par client, la hausse de la consommation, l'augmentation de la clientèle et la progression des revenus provenant de revendeurs de services d'accès Internet.
- Revenus totaux des services de télédistribution de 260,4 M\$, soit une diminution de 6,9 M\$ (-2,6 %) principalement due à la hausse des escomptes, à la diminution des commandes à la télé payante et à la vidéo sur demande, et à l'impact de la baisse nette du nombre de clients, contrebalancés en partie par la hausse de certains tarifs et l'augmentation des revenus générés par la location de terminaux numériques.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 107,5 M\$, en baisse de 10,4 M\$ (-8,8 %), principalement dû à la hausse des escomptes, à l'incidence de la diminution nette du nombre de clients et à la baisse des revenus interurbains.
- Revenus de Club illico de 7,7 M\$, en hausse de 2,3 M\$ (42,6 %), en raison principalement de la hausse de la clientèle.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 25,6 M\$, en hausse de 9,0 M\$ (54,2 %), surtout en raison des acquisitions de Fibrenoire, le 7 janvier 2016, et de 4Degrés Colocation inc. (« 4Degrés Colocation »), le 11 mars 2015.
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 8,5 M\$, en baisse de 0,3 M\$ (-3,4 %).
- Revenus de la chaîne de magasins Le SuperClub Vidéotron ltée de 1,9 M\$, en baisse de 0,6 M\$ (-24,0 %), qui s'explique surtout par l'impact de la baisse des revenus divers et de la fermeture de magasins.
- Autres revenus stables à 2,9 M\$.

RMPA de Vidéotron de 141,37 \$ au premier trimestre 2016, contre 131,96 \$ à la même période de 2015, soit une croissance de 9,41 \$ (7,1 %).

Statistiques de clientèles

Unités de service – Au 31 mars 2016, le nombre total d'unités de service s'établissait à 5 665 300, soit une hausse de 17 800 unités (0,3 %) par rapport à la fin de 2015, contre une augmentation de 27 900 au premier trimestre 2015 (tableau 3). Le nombre d'unités de service a augmenté de 158 100 (2,9 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2016. Les unités de service représentent la somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et de Club illico, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie par câble et en téléphonie mobile.

Téléphonie mobile – Au 31 mars 2016, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 795 700, soit une augmentation de 27 100 lignes (3,5 %) par rapport à la fin de 2015, contre une hausse de 29 300 au premier trimestre 2015. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 133 600 (20,2 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2016 (tableau 3).

Accès Internet par câble – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 578 100 au 31 mars 2016, en hausse de 9 900 clients (0,6 %) au premier trimestre 2016, contre une hausse de 5 600 clients à la même période de 2015. Pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2016, le service d'accès Internet par câble a recruté 35 000 clients (2,3 %) (tableau 3). À la fin du premier trimestre 2016, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 56,1 %, contre 55,4 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences et entreprises desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 812 900 au 31 mars 2016, contre 2 783 800 un an plus tôt).

Télédistribution – Le nombre de clients pour l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 14 900 (-0,9 %) au premier trimestre 2016, contre une baisse de 11 700 clients à la même période de 2015, et a diminué de 48 600 clients (-2,7 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2016 (tableau 3). À la fin du premier trimestre 2016, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 722 000 clients, soit un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 61,2 %, contre 63,6 % un an plus tôt.

- Au 31 mars 2016, le service illico télé numérique desservait 1 568 900 clients, soit une baisse de 1 700 clients (-0,1 %) au premier trimestre 2016, contre une augmentation de 1 900 clients au même trimestre de 2015. Sur une période de 12 mois, le service de télé numérique a recruté 13 400 clients (0,9 %). Au 31 mars 2016, le taux de pénétration des résidences et entreprises câblées pour le service illico télé numérique s'élevait à 55,8 %, contre 55,9 % un an plus tôt.
- Le service de télédistribution analogique a enregistré une baisse de 13 200 clients (-7,9 %) au premier trimestre 2016, contre une diminution de 13 600 clients à la même période de 2015. Sur une période de 12 mois, la baisse a été de 62 000 clients.

Téléphonie par câble – Au 31 mars 2016, ce service comptait 1 304 300 lignes, soit une baisse de 12 000 (-0,9 %) au premier trimestre 2016, contre une diminution de 4 400 lignes à la même période de 2015 (tableau 3). Le nombre de lignes à ce service a diminué de 40 300 (-3,0 %) sur une période de 12 mois (tableau 3). Au 31 mars 2016, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 46,4 %, contre 48,3 % un an plus tôt.

Club illico – Au 31 mars 2016, le nombre de clients à Club illico s'élevait à 265 200, soit une augmentation de 7 700 clients (3,0 %) par rapport à la fin de 2015, contre une hausse de 9 100 clients au premier trimestre 2015. Le nombre de clients à ce service a augmenté de 78 400 pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2016 (tableau 3).

Tableau 3

Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres (en milliers de clients)

	Mars 2016	Déc. 2015	Sept. 2015	Juin 2015	Mars 2015	Déc. 2014	Sept. 2014	Juin 2014
Téléphonie mobile ¹	795,7	768,6	742,5	702,9	662,1	632,8	590,4	552,3
Internet par câble	1 578,1	1 568,2	1 559,5	1 539,1	1 543,1	1 537,5	1 533,8	1 510,4
Télédistribution :								
Analogique	153,1	166,3	181,3	194,8	215,1	228,7	251,4	268,3
Numérique	1 568,9	1 570,6	1 564,6	1 552,8	1 555,5	1 553,6	1 544,9	1 525,7
	1 722,0	1 736,9	1 745,9	1 747,6	1 770,6	1 782,3	1 796,3	1 794,0
Téléphonie par câble ¹	1 304,3	1 316,3	1 329,5	1 337,7	1 344,6	1 349,0	1 356,0	1 344,0
Club illico	265,2	257,5	228,5	192,8	186,8	177,7	143,7	94,2
Total (unités de service)	5 665,3	5 647,5	5 605,9	5 520,1	5 507,2	5 479,3	5 420,2	5 294,9

¹ En milliers de lignes

Bénéfice d'exploitation ajusté de 358,7 M\$ au premier trimestre 2016, en hausse de 15,1 M\$ (4,4 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse de certains frais d'exploitation, dont principalement les frais de publicité, les honoraires professionnels, les frais d'ingénierie, de même que les frais d'exploitation relatifs à Fibrenoire et à 4Degrés Colocation, contrebalancée en partie par l'incidence favorable de l'enregistrement au premier trimestre 2015 d'éléments non récurrents ;
- l'impact de la hausse de la perte sur la vente d'appareils mobiles, atténué en partie par la baisse du coût d'acquisition de clients due à la croissance des forfaits de type « apportez votre appareil ».

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 53,6 % au premier trimestre 2016, contre 53,2 % à la même période de 2015. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse de certains frais d'exploitation et à l'impact de la hausse de la perte sur la vente d'appareils mobiles.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 160,9 M\$ au premier trimestre 2016, contre 163,8 M\$ à la même période de 2015 (tableau 4), soit une diminution de 2,9 M\$.

- Cette diminution s'explique principalement par l'augmentation de 20,1 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, dont la hausse des investissements dans le réseau LTE et dans des projets informatiques, contrebalancée en partie par la progression de 15,1 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté.

Tableau 4 : Télécommunications

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

Trois mois terminés les 31 mars

	2016	2015
Bénéfice d'exploitation ajusté	358,7 \$	343,6 \$
Acquisitions d'immobilisations	(159,6)	(161,6)
Acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre)	(38,6)	(18,5)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	0,4	0,3
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	160,9 \$	163,8 \$

Média

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2016

Revenus de 221,1 M\$ au premier trimestre 2016, en hausse de 6,0 M\$ (2,8 %).

- Augmentation de 2,5 M\$ (2,4 %) des revenus des activités de télédiffusion, expliquée principalement par :
 - une hausse des revenus de production commerciale du Réseau TVA ;
 - une augmentation des revenus d'abonnement aux chaînes spécialisées, dont TVA Sports, LCN et addik^{TV}.Contrebalancés en partie par :
 - la diminution des revenus publicitaires du Réseau TVA et des chaînes spécialisées.
- Hausse de 5,3 M\$ (52,0 %) des revenus cinématographiques et audiovisuels, expliquée principalement par l'augmentation des revenus de location de studios et d'équipements.
- Revenus d'édition de journaux en baisse de 8,5 M\$ (-14,6 %).
 - Revenus publicitaires en baisse de 13,4 % ; revenus de tirage en hausse de 2,0 % ; revenus numériques en hausse de 14,8 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en baisse de 31,9 %.
- Les revenus d'édition de magazines ont augmenté de 12,6 M\$ (84,6 %) au premier trimestre 2016, en raison principalement de l'impact de l'acquisition de magazines de Transcontinental inc. (« Transcontinental »), le 12 avril 2015, contrebalancé en partie par l'impact de la fermeture de titres à la fin de 2015.
- Hausse de 0,2 M\$ (9,5 %) des revenus de Québecor Média Affichage.
- Diminution de 3,1 M\$ (-13,9 %) des revenus de distribution et d'édition de livres, expliquée principalement par la baisse des activités de distribution en librairie et en grande diffusion.
- Baisse de 2,6 M\$ (-20,2 %) des revenus de distribution et production de musique, surtout en raison de la baisse des revenus de distribution au détail et de l'impact de la réorganisation des unités d'affaires.

Perte d'exploitation ajustée de 2,7 M\$ au premier trimestre 2016, contre 6,1 M\$ à la même période de 2015, soit un écart favorable de 3,4 M\$.

- Perte d'exploitation ajustée des activités de télédiffusion en baisse de 4,8 M\$ qui s'explique par :
 - la baisse des frais d'exploitation de TVA Sports et du Réseau TVA, dont les coûts de contenu et les frais de main-d'œuvre ;
 - l'impact de la hausse des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées.
- Écart favorable de 2,1 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté provenant des activités cinématographiques et audiovisuelles, expliqué principalement par l'impact de la hausse des revenus.

- Écart défavorable de 4,0 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté pour l'édition de journaux qui s'explique par :
 - l'impact de la baisse des revenus.
 Contrebalancé en partie par :
 - la baisse de certains frais d'exploitation, dont les coûts de main-d'œuvre.
- Le bénéfice d'exploitation ajusté des activités d'édition de magazines a plus que doublé pour atteindre 2,1 M\$. Cette hausse s'explique surtout par :
 - l'incidence de la baisse des frais d'exploitation ;
 - l'impact de l'acquisition des magazines de Transcontinental.
- Perte d'exploitation ajustée de Québecor Média Affichage en baisse de 0,4 M\$.
- Perte d'exploitation ajustée de distribution et d'édition de livres en hausse de 0,6 M\$, expliquée principalement par l'impact de la diminution des revenus.
- Écart favorable de 0,2 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté provenant des activités de distribution et de production de musique.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 101,2 % au premier trimestre 2016, contre 102,8 % à la même période de 2015. Cet écart favorable est principalement attribuable à l'impact de la baisse des frais d'exploitation du Réseau TVA, de l'édition de journaux et des magazines.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 18,2 M\$ au premier trimestre 2016, contre des flux négatifs de 14,9 M\$ à la même période de 2015 (tableau 5). Cet écart défavorable de 3,3 M\$ s'explique principalement par la hausse de 6,6 M\$ des acquisitions d'immobilisations, due principalement à un décalage dans le calendrier des déboursés relatifs à certains investissements en télédiffusion, contrebalancée par la diminution de 3,4 M\$ de la perte d'exploitation ajustée.

Tableau 5 : Média
Flux de trésorerie d'exploitation
 (en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Perte d'exploitation ajustée	(2,7) \$	(6,1) \$
Acquisitions d'immobilisations	(13,7)	(7,1)
Acquisitions d'actifs incorporels	(1,8)	(1,7)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	(18,2) \$	(14,9) \$

Sports et divertissement

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2016

Revenus de 10,3 M\$ au premier trimestre 2016, en hausse de 5,5 M\$ qui s'explique principalement par :

- l'ajout des revenus des événements présentés au Centre Vidéotron ;
- la réorganisation des unités d'affaires ;
- l'augmentation des revenus de droits d'identification ;
- la hausse des revenus des Remparts de Québec de la Ligue de hockey junior majeur du Québec ;
- l'augmentation des revenus de Gestev liés à la gestion d'événements sportifs.

Perte d'exploitation ajustée de 0,8 M\$ au premier trimestre 2016, contre un bénéfice d'exploitation ajusté de 0,1 M\$ à la même période de 2015, soit un écart défavorable de 0,9 M\$ qui s'explique principalement par la période de démarrage des nouvelles activités de gestion du Centre Vidéotron, contrebalancé en partie par l'impact de la hausse des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 1,7 M\$ au premier trimestre 2016, contre des flux négatifs de 1,1 M\$ à la même période de 2015 (tableau 6).

- Cet écart défavorable de 0,6 M\$ s'explique surtout par un écart défavorable de 0,9 M\$ au chapitre de la perte d'exploitation ajustée.

Tableau 6 : Sports et divertissement

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e)	(0,8) \$	0,1 \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,6)	(1,1)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,3)	(0,1)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	(1,7) \$	(1,1) \$

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société, ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 219,5 M\$ au premier trimestre 2016, contre 146,3 M\$ à la même période de 2015.

- Cette augmentation de 73,2 M\$ s'explique surtout par :
 - l'écart favorable de 57,0 M\$ de la variation des actifs et passifs d'exploitation hors trésorerie, expliquée principalement par les variations favorables des stocks et des impôts à payer sur le bénéfice du secteur Télécommunications ;
 - la hausse de 15,1 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur Télécommunications ;
 - la diminution de 6,6 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

Contrebalancés en partie par :

- l'écart défavorable de 3,5 M\$ relatif à la portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.

Au cours du premier trimestre 2016, l'incidence favorable d'un décalage des transactions sur les éléments hors caisse des actifs et passifs d'exploitation, la croissance de la rentabilité du secteur Télécommunications, et le refinancement de certaines dettes à des taux d'intérêt inférieurs ont eu une incidence favorable sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies.

Fonds de roulement négatif de 327,5 M\$ au 31 mars 2016, contre un fonds de roulement négatif de 328,1 M\$ au 31 décembre 2015, soit un écart favorable de 0,6 M\$ expliqué principalement par la variation courante des activités.

Investissement

Acquisitions d'immobilisations de 174,2 M\$ au premier trimestre 2016, contre 169,8 M\$ à la même période de 2015, soit une hausse de 4,4 M\$, principalement dans le secteur Média.

Acquisitions d'actifs incorporels de 41,5 M\$ au premier trimestre 2016, contre 27,3 M\$ à la même période de 2015, soit une augmentation de 14,2 M\$. Cet écart s'explique surtout par l'augmentation des investissements dans le réseau LTE, de même que dans des projets informatiques, dans le secteur Télécommunications. Les acquisitions d'actifs incorporels comprenaient les paiements totalisant 6,4 M\$ au premier trimestre 2015 pour l'acquisition de licences de spectre.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 0,4 M\$ au premier trimestre 2016, contre 0,3 M\$ à la même période de 2015.

Acquisitions d'entreprises de 119,3 M\$ au premier trimestre 2016, contre 35,5 M\$ à la même période de 2015, soit une augmentation de 83,8 M\$.

- Au premier trimestre 2016, les acquisitions d'entreprises s'expliquent, entre autres, par l'acquisition de Fibrenoire par le secteur Télécommunications.
- Au premier trimestre 2015, les acquisitions d'entreprises s'expliquent, entre autres, par l'acquisition de 4Degrés Colocation, à Québec, par le secteur Télécommunications.

Dispositions d'entreprises de 3,0 M\$ au premier trimestre 2016, correspondant au solde du prix de vente des activités de commerce de détail de Groupe Archambault.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média de 4,4 M\$ au premier trimestre 2016, contre des flux négatifs de 37,9 M\$ à la même période de 2015 (tableau 7).

- Cet écart favorable de 42,3 M\$ s'explique par :
 - l'augmentation de 67,1 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies.
- Contrebalancée par :
- la hausse de 20,6 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre) ;
 - l'augmentation de 4,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Tableau 7

Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs		
Télécommunications	160,9 \$	163,8 \$
Média	(18,2)	(14,9)
Sports et divertissement	(1,7)	(1,1)
Siège social de Québec Média	(1,6)	0,6
	139,4	148,4
Portion monétaire de la charge d'intérêt	(73,1)	(79,4)
Portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(7,9)	(4,4)
Impôts exigibles	(38,2)	(36,3)
Autres	1,5	2,0
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(17,3)	(68,2)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média	4,4 \$	(37,9) \$

Tableau 8**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de Québecor**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média présentés au tableau 7	4,4	(37,9)
Éléments des flux de trésorerie du siège social de Québecor :		
Flux de trésorerie du secteur	–	0,4
Portion monétaire de la charge d'intérêt	(6,1)	(6,4)
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	5,9	(0,2)
	(0,2)	(6,2)
Plus l'acquisition d'immobilisations	174,2	169,8
Plus l'acquisition d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition de licences de spectre)	41,5	20,9
Moins les produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(0,4)	(0,3)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de Québecor	219,5	146,3

Financement

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en baisse de 75,1 M\$ au premier trimestre 2016. Variation nette défavorable de 181,2 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au premier trimestre 2016, la diminution de la dette est essentiellement attribuable à :
 - l'incidence favorable du taux de change de 191,7 M\$. La baisse attribuable à ce facteur a été contrebalancée par une baisse de l'actif (ou une hausse du passif) liée aux ententes de swaps sur devises comptabilisées sous « Instruments financiers dérivés » ;
 - la baisse de 24,7 M\$ de la dette de Québecor.
- Au cours de la même période, la dette a augmenté pour les raisons suivantes :
 - l'utilisation accrue par Vidéotron de sa facilité de crédit garantie renouvelable pour un montant total de 91,9 M\$;
 - l'augmentation des emprunts bancaires de Vidéotron, de Groupe TVA et de Québecor Média pour un montant de 44,5 M\$;
 - la hausse de 7,6 M\$ de la dette attribuable à la variation de la juste valeur liée au risque d'intérêt couvert.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un actif net de 953,7 M\$ au 31 décembre 2015 à un actif net de 772,5 M\$ au 31 mars 2016, soit une variation nette défavorable de 181,2 M\$ expliquée par :
 - l'écart défavorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés ;
 - la réalisation à l'échéance le 15 mars 2016 de l'actif lié aux contrats de couverture de Québecor Média, dont l'utilisation avait été modifiée pour couvrir une portion du terme des billets de premier rang d'une valeur nominale de 431,3 M\$US, émis en 2012, portant intérêt à un taux de 5,75 % et échéant en 2023.

Contrebalancés par :

- l'incidence favorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport aux États-Unis.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 861,9 M\$ au 31 mars 2016 pour Québec Média et ses filiales détenues à part entière, soit des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 926,0 M\$, moins des emprunts bancaires de 64,1 M\$.

Liquidités disponibles nettes de 152,4 M\$ au 31 mars 2016 pour Québec au niveau corporatif, soit des espèces et quasi-espèces de 2,4 M\$ et des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 150,0 M\$.

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) totalisant 5,82 G\$ au 31 mars 2016, soit une diminution de 75,1 M\$ par rapport au 31 décembre 2015. Variation nette défavorable de 181,2 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 3,29 G\$ de Vidéotron (3,28 G\$ au 31 décembre 2015), de 84,0 M\$ de Groupe TVA (73,0 M\$ au 31 décembre 2015), de 2,41 G\$ de Québec Média (2,48 G\$ au 31 décembre 2015) et de 31,6 M\$ de Québec (56,3 M\$ au 31 décembre 2015).

Au 31 mars 2016, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 9

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québec

Périodes de 12 mois terminées les 31 mars

(en millions de dollars canadiens)

2017	20,1	\$
2018	52,5	
2019	19,6	
2020	54,0	
2021	1 099,5	
2022 et ultérieurement	4 518,6	
Total	5 764,3	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québec était d'environ 6,7 années au 31 mars 2016 (7,0 années au 31 décembre 2015). Au 31 mars 2016, compte tenu des couvertures de taux d'intérêt, la dette était constituée approximativement de 81,5 % de dettes à taux fixe (82,5 % au 31 décembre 2015) et de 18,5 % de dettes à taux variable (17,5 % au 31 décembre 2015).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir les engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contribution conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes (ou de distribution de capital par Québec Média). La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation ajusté). Au 31 mars 2016, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

Dividendes déclarés

- Le 11 mai 2016, le conseil d'administration de Québec a déclaré un dividende trimestriel de 0,045 \$ par action sur les actions catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 21 juin 2016 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 27 mai 2016.

Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2016

Tableau 10

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre les 31 mars 2016 et 31 décembre 2015

(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2016		31 déc. 2015		Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actif						
Débiteurs	460,0	\$	494,1	\$	(34,1)	\$ Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	3 474,3		3 424,9		49,4	Acquisitions d'immobilisations (cf. « Investissement ») et impact de l'acquisition de Fibrenoire, moins l'amortissement de la période
Écart d'acquisition	2 770,4		2 678,4		92,0	Impact de l'acquisition de Fibrenoire
Instruments financiers dérivés ¹	772,5		953,7		(181,2)	Cf. « Financement »
Passif						
Créditeurs et frais encourus	609,5		654,9		(45,4)	Incidence de la variation courante des activités
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	5 815,6		5 890,7		(75,1)	Cf. « Financement »
Autres éléments de passif	527,5		448,2		79,3	Perte sur réévaluation des régimes à prestations définies

¹ Actif à long terme moins passif à court et à long terme

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2016, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, le remboursement de capital et d'intérêt sur les débentures convertibles, les paiements minimaux exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 11.

Tableau 11

Obligations contractuelles de Québecor au 31 mars 2016

(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	5 764,3	\$ 20,1	\$ 72,1	\$ 1 153,5	\$ 4 518,6
Débentures convertibles ²	708,6	–	708,6	–	–
Paiements d'intérêts ³	2 003,2	228,6	613,2	558,8	602,6
Contrats de location-exploitation	238,3	47,3	71,6	37,7	81,7
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	1 282,1	247,2	271,1	209,2	554,6
Instruments financiers dérivés ⁴	(753,2)	4,2	(17,2)	(92,6)	(647,6)
Total des obligations contractuelles	9 243,3	\$ 547,4	\$ 1 719,4	\$ 1 866,6	\$ 5 109,9

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

² Basé sur la valeur du marché au 31 mars 2016 d'un nombre d'actions correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours d'une action catégorie B de Québecor à cette date, sous réserve d'un prix plancher de 19,25 \$ et d'un prix plafond de 24,0625 \$. La Société peut aussi racheter les débentures convertibles en émettant le nombre d'actions catégorie B correspondant.

³ Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme et les débentures convertibles, selon les taux d'intérêt en vigueur et les taux d'intérêt des couvertures, et selon les taux de change des couvertures sur devises au 31 mars 2016.

⁴ Estimation des encaissements futurs, déduction faite des déboursés futurs liés à la couverture des devises en utilisant des instruments financiers dérivés.

Transactions entre parties liées

Au cours du premier trimestre 2016, la Société a effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 1,0 M\$ (0,8 M\$ à la même période de 2015). Au cours du premier trimestre 2015, la Société a effectué des achats et engagé des dépenses de loyers avec des sociétés liées pour un montant de 0,8 M\$, compris dans les achats de biens et services. Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Capital-actions

Conformément aux exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 12 présente les données du capital-actions de la Société au 30 avril 2016. De plus, 1 310 000 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 30 avril 2016.

Tableau 12

Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 30 avril 2016	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	38 903 172	8,7 \$
Actions catégorie B	83 450 392	316,6

Le 29 juillet 2015, le conseil d'administration de Québecor a autorisé le renouvellement du programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 500 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 2 000 000 actions catégorie B représentant environ 2,4 % des actions catégorie B émises et en circulation au 29 juillet 2015. Les rachats peuvent être effectués entre les 13 août 2015 et 12 août 2016, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Au cours du premier trimestre 2016, la Société a racheté et annulé 39 600 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 1,3 M\$. L'excédent de 1,2 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis.

Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des débiteurs, des placements à long terme, des dettes bancaires, des créditeurs et charges à payer, des dettes à long terme, des débiteures convertibles et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars canadiens les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêt et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable et iii) pour fixer la valeur de certains instruments financiers dérivés par l'entremise d'opérations de compensation. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme, des débiteures convertibles et des instruments financiers dérivés aux 31 mars 2016 et 31 décembre 2015 sont les suivantes :

Tableau 13

Juste valeur de la dette à long terme, des débiteures convertibles et des instruments financiers dérivés
(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	31 mars 2016		31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme ^{1,2}	(5 764,3) \$	(5 904,7) \$	(5 892,5) \$	(5 894,9) \$
Débiteures convertibles ³	(699,9)	(699,9)	(706,4)	(706,4)
Instruments financiers dérivés				
Options de règlement anticipé	1,0	1,0	1,0	1,0
Contrats de change à terme ⁴	(5,1)	(5,1)	9,3	9,3
Ententes de swaps de taux d'intérêt	(0,7)	(0,7)	(0,8)	(0,8)
Ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt ⁴	778,3	778,3	945,2	945,2

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements de la juste valeur de la dette à long terme liée au risque de taux d'intérêt couvert, aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

² La juste valeur de la dette à long terme exclut la juste valeur des options de règlement anticipé présentée séparément dans le tableau.

³ La valeur comptable et la juste valeur des débiteures convertibles sont composées du capital initial et de la valeur des caractéristiques de conversion, au prix plafond et au prix plancher, comptabilisés comme dérivés incorporés.

⁴ La valeur des contrats de change à terme utilisés pour fixer la valeur des positions de couverture existantes est déduite de la valeur des instruments financiers ainsi compensés.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des débiteures convertibles est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés constatée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur constatée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, fondée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé constatée comme des dérivés incorporés et des dérivés incorporés liés aux débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation et les taux d'intérêt et les primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

(Le gain) la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers pour les premiers trimestres 2016 et 2015 sont résumés dans le tableau 14.

Tableau 14
(Gain) perte sur évaluation et conversion des instruments financiers
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Gain sur les dérivés incorporés liés à la dette à long terme	(0,1) \$	(0,1) \$
(Gain) perte sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles	(7,8)	7,6
Gain sur renversement des dérivés incorporés lors du remboursement de dettes	-	(0,3)
Perte sur la tranche inefficace des couvertures des flux de trésorerie	0,1	0,8
Perte (gain) sur la tranche inefficace des couvertures de la juste valeur	1,2	(2,9)
	(6,6) \$	5,1 \$

Un gain de 10,1 M\$ a été enregistré au premier trimestre 2016 aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (7,3 M\$ au premier trimestre 2015).

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2016, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québec Média de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québec Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;

- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement de son réseau ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution numérique, d'accès Internet, de téléphonie et de Club illico, et la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement, ou des dépenses d'investissement ;
- la capacité de Québecor Média de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'affaires ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 12 mai 2016 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 12 mai 2016

QUÉBECOR INC. ET SES FILIALES

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2016	2015			2014			
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
Revenus	975,4 \$	1 023,5 \$	974,5 \$	963,8 \$	929,0 \$	956,7 \$	890,9 \$	896,1 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	354,7	360,8	391,4	349,3	339,2	353,1	361,8	359,9
Contribution au bénéfice net (à la perte nette) attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	67,7	58,0	74,0	66,5	41,4	50,6	58,1	55,9
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	6,8	(85,5)	51,1	47,7	(8,6)	(92,5)	(26,9)	21,2
Éléments inhabituels	(4,6)	(6,6)	(38,1)	(33,0)	(1,3)	(30,5)	(21,4)	(24,1)
Activités abandonnées	-	(0,7)	(1,9)	(9,1)	(2,1)	12,9	35,3	(107,8)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	69,9	(34,8)	85,1	72,1	29,4	(59,5)	45,1	(54,8)
Données de base par action								
Contribution au bénéfice net (à la perte nette) attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,55 \$	0,47 \$	0,60 \$	0,54 \$	0,34 \$	0,41 \$	0,47 \$	0,45 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,06	(0,70)	0,42	0,39	(0,07)	(0,75)	(0,22)	0,17
Éléments inhabituels	(0,04)	(0,05)	(0,31)	(0,27)	(0,01)	(0,25)	(0,17)	(0,20)
Activités abandonnées	-	-	(0,02)	(0,07)	(0,02)	0,11	0,29	(0,87)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	0,57	(0,28)	0,69	0,59	0,24	(0,48)	0,37	(0,45)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)								
	122,5	122,5	122,7	122,8	122,9	122,9	122,9	123,0
Données diluées par action								
Contribution au bénéfice net (à la perte nette) attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,50 \$	0,43 \$	0,54 \$	0,49 \$	0,32 \$	0,38 \$	0,43 \$	0,41 \$
Impact de la dilution	-	0,04	-	-	0,02	0,03	0,04	-
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,01)	(0,70)	-	-	(0,07)	(0,75)	(0,22)	(0,01)
Éléments inhabituels	(0,03)	(0,05)	(0,27)	(0,23)	(0,01)	(0,25)	(0,17)	(0,17)
Activités abandonnées	-	-	(0,01)	(0,07)	(0,02)	0,11	0,29	(0,74)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	0,46	(0,28)	0,26	0,19	0,24	(0,48)	0,37	(0,51)
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)								
	143,6	122,5	143,7	143,9	123,2	122,9	122,9	143,8